

JOURNAL OFFICIEL de la République française



- ✓ **Décision du 6 mai 2026 modifiant la décision du 3 mars 2026 portant délégation de signature (direction générale de l'administration pénitentiaire)**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000054048068>
- ✓ **Arrêté du 6 mai 2026 portant fin de fonctions et nominations au cabinet du garde des sceaux, ministre de la Justice**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000054063358>

UNSa FONCTION PUBLIQUE



- ✓ **Quelle est l'évolution de la part de l'emploi public dans l'emploi total ?**
L'évolution de la part de l'emploi public dans l'emploi total est en baisse depuis plus de dix ans, n'en déplaise à ceux qui estiment qu'il y a trop d'agents publics.
[Quelle est l'évolution de la part de l'emploi public dans l'emploi total ?](#)

WEKA



- ✓ **Suspension de la réforme des retraites 2023**

Le décret n° 2026-345 du 7 mai 2026 porte application de l'article 105 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 relatif à la suspension partielle de la réforme des retraites de 2023.

Le texte réglementaire adapte plusieurs paramètres de la réforme des retraites de 2023 afin de tenir compte de sa suspension partielle décidée par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2026. Il concerne expressément les régimes de la fonction publique. Il modifie les conditions de départ anticipé pour carrière longue des assurés ayant commencé à travailler avant 16, 18, 20 ou 21 ans. Il ralentit la progression de l'âge légal de départ pour certaines générations nées entre 1963 et 1970. Plusieurs bornes d'âge sont revues à la baisse par rapport à la réforme de 2023, notamment pour les assurés ayant commencé à travailler avant 20 ans. Le décret réduit également, pour certains assurés handicapés, la durée d'assurance cotisée nécessaire pour bénéficier d'un départ anticipé. Il réintroduit des règles antérieures à la réforme de 2023 pour plusieurs générations nées avant 1973. Enfin, le texte adapte les règles spécifiques applicables à Mayotte concernant le relèvement progressif de l'âge légal de départ à la retraite. L'ensemble des nouvelles dispositions s'applique aux pensions prenant effet à compter du 1^{er} septembre 2026.

[Décret n° 2026-345 du 7 mai 2026 portant application de l'article 105 de la loi n° 2025-1403 du 30 décembre 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2026](#)



✓ Vers un droit opposable aux acomptes pour les agents publics ?

La proposition de loi pour un droit effectif aux acomptes sur salaire et rémunération contient deux articles. L'article 2 de la loi étend le dispositif des acomptes aux agents publics, qu'ils soient titulaires ou contractuels.

[Vers un droit opposable aux acomptes pour les agents publics ?](#)

HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT

Hausse des prix du carburant : le ministre Amiel demande aux chefs de service d'autoriser davantage le télétravail dans la fonction publique

Face à la flambée des prix des carburants, le ministre de l'Action et des comptes publics, David Amiel, a adressé ce mardi 5 mai une circulaire aux ministres pour adapter les conditions de travail des agents de l'État. Extension de l'indemnité carburant, recours

accru au télétravail, limitation des déplacements professionnels et généralisation de la visioconférence : autant de mesures concrètes qui répondent, au moins partiellement, aux revendications portées par les organisations syndicales.

[Circulaire n° NOR CPPF2611881C du 5 mai 2026 relative à l'adaptation des modalités de travail et de déplacements professionnels des agents de l'État dans le contexte de hausse du coût des carburants](#)

LE SALAIRE NET MOYEN

Fonction publique d'État : le salaire net moyen a franchi la barre des 3 000 euros en 2024

Les fonctionnaires de la fonction publique de l'État ont vu leur salaire net moyen progresser de 3,1 % en euros constants en 2024, pour atteindre 3 018 euros nets mensuels, selon les dernières données publiées par l'Insee. Une hausse portée par les mesures

générales d'augmentation du point d'indice et par des revalorisations ciblées dans certains ministères, qui semblent avoir compensé la disparition des garanties de pouvoir d'achat.

L'Insee a livré [ses derniers chiffres](#) sur les salaires des agents de la fonction publique dans les trois versants au titre de l'année 2024.

LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES

Logement des fonctionnaires : les chiffres qui confirment l'urgence

Un document chiffré de la direction générale de l'administration et de la fonction publique détaille pour la première fois les visites sur le portail "Logement des agents publics", lancé en février 2025. Y figurent notamment des statistiques affinées sur les profils des agents qui ont utilisé le simulateur d'éligibilité à un logement public, dont la majorité possède un revenu fiscal inférieur à 25 000 euros.

Quinze mois après le lancement de la plateforme "Logement des agents publics", les premiers chiffres sur la fréquentation du portail sont désormais connus. Dans un document de travail consulté par Acteurs publics et envoyé aux syndicats en prévision d'un groupe de travail sur le logement, prévu ce lundi 11 mai, la direction générale de l'administration et de la fonction publique a compilé plusieurs données, qui permettent d'analyser la demande des agents publics face aux difficultés d'accéder à un logement social.

Texte source :
ACTEURS PUBLICS

« Soutenir et agir pour l'avenir ! »

